



Institut de Documentation et de
Recherche sur la Paix

Les cahiers *de l'IDRP*

juin 2010

* Le monde occidental est-il
menacé ?

*par Nils Andersson - Élisabeth Gauthier - Jacques Le Dauphin -
Paul Sindic*

* L'abolition de l'arme nucléaire :
réaliste ou pas ?

par Abraham Béhar - François Géré - Dominique Lalanne

L'Occident est-il menacé ?

par Nils ANDERSSON, essayiste

Un occident conquérant

Pour faire simple, il s'agit à l'origine d'une zone géographique, la partie occidentale de l'Europe, ce « finistère » de l'Eurasie, d'un espace nourri par l'héritage biblique judéo-chrétien et la civilisation gréco-romaine dont la Méditerranée fut le berceau.¹ La Renaissance qui s'amorce au XVe siècle, faite de génie, d'or et de sang va distinguer l'Europe occidentale, Cet exceptionnel jaillissement dans les arts, les sciences et les techniques, s'accompagne du passage de dieu à l'individu, de la création du concept d'État et de l'habeas corpus, des grandes aventures maritimes, de la conquête des terres et du carnage des « sauvages », elle marque le passage au mode de production capitaliste... Les Empires coloniaux, l'affirmation de la supériorité de l'homme blanc, le libéralisme économique, l'idéologie occidentale sont le produit de ce grand bouillonnement.

Jusqu'au XIXe siècle, le monde occidental reste confiné à l'Europe dessinée par le traité de Westphalie dans laquelle après le Portugal, l'Espagne et les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la France, puis l'Allemagne et, plus tardivement, l'Italie affirment leur rôle de puissance par des conquêtes coloniales et l'exploitation des richesses sur les autres continents. Depuis les conquistadors, la liste est longue d'expéditions militaires faites de massacres et de génocides, comme est longue la liste des victimes de l'esclavagisme, rationalisé par la traite des noirs. Politiques poursuivies avec la bonne conscience d'apporter la Civilisation (identifiée à la civilisation occidentale) et l'évangélisation. La Conférence de Berlin en 1885, lors de laquelle est convenu le partage de l'Afrique, témoigne de cette arrogante conviction en proclamant que : « toute puissance européenne installée sur la côte peut étendre sa domination vers l'intérieur jusqu'à rencontrer une 'sphère d'influence' voisine. » Là où l'homme blanc pose le pied, il est le maître.

Au sortir de la Première Guerre mondiale l'Europe n'est plus le centre du monde, la montée de puissances extérieures au continent, au premier rang desquelles les États-Unis, marque la fin de son hégémonie, mais pas de la suprématie de la civilisation occidentale, les États-Unis (comme le Canada ou l'Australie) sont, après l'extermination des populations autochtones, des colonies de peuplement européen. Ce n'est pas non plus la fin des empires, l'Afrique, l'Asie, et l'Amérique centrale et du Sud restent, pour l'essentiel, soumis à la tutelle ou à l'ordre colonial

1 Voir, Gérard Chaliand et Sophie Mousset, préface de Jacques Le Goff, *L'héritage occidental*, Éditions Odile Jacob, 2002

occidental (seule exception à cette domination exclusive, l'émergence de l'impérialisme japonais).

Le grand tournant

Après la Seconde Guerre mondiale, la confrontation entre le camp occidental, « le monde libre » et le camp oriental, « le bloc communiste », fixe les nouvelles frontières d'un monde occidental élargi au continent nord-américain. Son centre de gravité s'en trouve déplacé, dès lors l'idéologie, la politique, l'économie, l'organisation militaire de l'Occident vont être façonnées par les États-Unis, devenus la puissance dominante. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, l'OTAN, symbolise ce passage à un occident atlantiste.

Dans ce moment s'amorce le grand bouleversement qui dessine le monde actuel, deux concepts appartenant à la pensée occidentale vont jouer un rôle émancipateur et la carte du monde va s'en trouver profondément modifiée. Le principe du droit à l'autodétermination (proclamé dans les 14 points de Wilson en 1918) et l'organisation politique étatique (formalisée à la Renaissance), sont la référence des peuples colonisés pour se libérer de la domination coloniale. La décolonisation est un mouvement historique qui ne peut être réfréné, cependant, cécité politique et imprégnation de l'idéologie coloniale et de son corolaire, le racisme, les logiques de domination et d'exploitation qui depuis des siècles dictent la conduite du monde occidental prennent la forme du néocolonialisme. Des instruments financiers et commerciaux adéquats (FMI, Banque mondiale, GATT puis OMC), dictent sans discernement les lois et les règles de l'économie libérale aux États nouvellement indépendants, contribuant à ce que l'assujettissement d'une grande majorité de la population mondiale se perpétue.

Autre référence à la pensée occidentale présente dans le tiers monde, le marxisme. Idéologie fondée sur le renversement du mode capitaliste, elle ne pouvait être conceptualisée qu'au cœur du système, dans le triangle Allemagne, France et Angleterre et s'il est un projet universel, le marxisme s'inscrit, comme la raison, dans le dynamisme de la pensée occidentale ; ainsi, les forces progressistes du tiers monde, qui veulent échapper à leurs conditions d'exploitation et cherchent des voies propres à leur développement économique, adoptent pour référence une théorie critique du capitalisme, radicalement anticoloniale, mais le paradigme émancipateur est occidental.²

Bandoeng va marquer la naissance politique d'un mouvement des non-alignés affirmant ses droits, ses revendications, son autonomie à l'encontre des deux mondes dominants (camp occidental et camp soviétique). La rupture qui se produit au sein du mouvement communiste

2 L'objet n'est pas ici d'analyser le relativisme (l'exemple venant de haut) ou la forfaiture avec lesquelles ces politiques furent appliquées.

s'inscrit dans cet événement majeur, il n'y a là rien d'aléatoire, les divergences qui opposent l'Union soviétique et la Chine portent, entre autres, sur le droit des peuples à se libérer par la lutte armée et le chauvinisme national dont font montre les forces de gauche des métropoles. La fusion des revendications sociales dans le monde occidental et des revendications nationales dans le monde colonisé ne s'étant pas effectuée, l'échec du « socialisme réel », va participer et accélérer le largage des amarres du tiers monde avec la pensée occidentale.

L'Occident contesté

Après l'implosion du bloc soviétique, est proclamé un nouvel ordre mondial, fondé sur les lois d'airain de l'économie de marché et l'universalisme du multipartisme ; l'hégémonie occidentale, conduite par les États-Unis, confirmant là sa dimension atlantiste, semble absolue. Ses tenants, grisés par leur victoire idéologique, imposent sans limites, sur tous les continents, les politiques économiques néolibérales en s'appuyant, retour au bon temps de la politique de la canonnière, sur une supériorité militaire sans égale. Ils ne connaissent d'autre langage que celui de la force et ceux qui refusent ce nouvel ordre mondial doivent être éradiqués. Toutefois, la « fin de l'histoire », annonçant au tournant des années 1990 un monde sans guerre, normalisé sous les bannières de la démocratie et du libéralisme, aura une vie courte.

Soumis à la dictature du marché, y compris par le recours à la guerre, opprimés par des classes dirigeantes corrompues, victimes de charlatans idéologiques, réprimés par des dictatures, les peuples d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique latine organisent, sous des formes différentes en raison de leur histoire et de leur développement, des résistances à la dépendance de chair et de sang comme à la domination culturelle de l'Occident. Faisant à nouveau montre d'une totale cécité politique et d'une suffisance sans retenue, ne tirant aucune leçon de l'histoire, prisonnier de sa pensée coloniale et de ses références religieuses, l'Occident atlantiste, terrible engrenage, s'engage dans une nouvelle croisade en déclarant la guerre à « l'axe du mal. »

Mais, alors qu'il se pense tout puissant, il découvre qu'il n'est plus omnipotent. Très vite se constatent des lézardes que la seule affirmation de sa prééminence ou la manifestation de sa force armée ne peuvent colmater. Subissant l'exploitation économique et la pression sociale néolibérale dans ses formes les plus brutales, constatant les parodies de démocratie mises en place, leur identité restant souvent niée, pour une écrasante majorité des peuples du monde, le modèle occidental n'apparaît plus comme le meilleur des mondes, il ne figure plus l'imaginaire, son influence se délite.

Cette opposition à l'omnipotence occidentale se manifeste, selon les lieux

et les continents, les oligarchies au pouvoir et le niveau des luttes populaires, sous de multiples formes et attitudes : obscurantiste, avec le rejet de toute idée de progrès, religieuse, opposant dogmes contre dogmes, identitaire, en dénonçant les discriminations subies, culturelle, en affirmant son mode de penser et son histoire, égalitariste, en revendiquant plus de justice et d'équité, vindicative, en demandant réparation de siècles de crimes et d'exploitation, doctrinale, en avançant un autre mode de société, démographique, quand les déséquilibres entre des nations jeunes et des populations vieillissantes vont s'amplifiant, fière, dans le ton adopté envers les anciens dominateurs, concurrentielle, en s'affirmant comme puissance régionale ou globale, compétitive, dans son recours à l'exploitation brutale de masses travailleuses et en pratiquant, sous la houlette des transnationales un dumping social, écologique, en préconisant une exploitation différente du sol et du sous-sol, géopolitique, en concluant des alliances de rupture, militaire, en mettant en échec les armées les plus sophistiquées de l'histoire avec la stratégie de guérilla...

Qui est menacé ?

Si ces oppositions ouvrent le champ à des forces libératrices, elles favorisent également de dangereux discours rétrogrades et totalitaires et, pour répondre à notre interrogation initiale, malgré la multiplicité des formes d'opposition, elles ne représentent pas aujourd'hui une menace à la prééminence de l'Occident, car elles ne sont pas unifiées, ni même coordonnées et le plus souvent, l'économie néolibérale, affranchissant de toute entrave le capitalisme financier, le pilier de cette prééminence, n'est nullement mise en question. Les nouveaux maîtres des forges, des comptoirs, de la finance ou des bat d'af,³ peuvent être sereins... sauf que, aujourd'hui, des maîtres des forges des pays émergents achètent et contrôlent des bijoux industriels occidentaux, que les pays nouvellement industrialisés gagnent des parts importantes de marché du commerce international, que les logiques spéculatives mettent l'Europe occidentale et les États-Unis, en raison d'un endettement abyssal et de la nécessité de faire face à la crise économique, dans l'obligation d'avoir recours au système financier international et aux fonds souverains d'Asie et du Proche-Orient pour sauver leurs banques et défendre leurs monnaies, que la plus puissante armée du monde, celle des États-Unis (qui représente à elle seule 49 % des dépenses militaires dans le monde) et ses alliés de l'OTAN, devenue une organisation globalisée, le bras armé de l'économie néo-libérale, sont mis en échec, tant en Irak qu'en Afghanistan.

Ceci oblige à voir que si aucune force n'est en mesure aujourd'hui de prendre l'ascendant politique, économique et militaire sur l'Occident atlantiste, celui-ci n'est plus pour autant le maître du monde, les gnomes

3 Bataillon d'infanterie légère d'Afrique.

de la finance,⁴ des multinationales et des oligarchies politiques occidentales ne sont pas nus (tant s'en faut), mais le contrôle du processus irréversible de mondialisation allant des conquêtes coloniales à la mondialisation néolibérale leur échappe, il ne le maîtrise plus. Il apparaît « que le mouvement historique (de la mondialisation) ne se clôt pas sur la seule configuration d'un 'système de monde', compris en terme de centres/périphéries, même si c'est là encore la donnée essentielle », mais que « l'émergence d'un État-monde, aujourd'hui encore largement en gestation, constitue l'ultime aboutissement de la tendance historique propre à cette forme de société (capitaliste)... l'État-monde dont nous parlons n'est donc pas à comprendre comme une utopie, il n'a du reste rien d'idyllique. Il s'inscrit dans une tendance lourde, objective, de la société moderne... »⁵

C'est cette tendance historique où l'Occident n'est plus le centre qui nous est présentée comme une menace. Mais elle n'est pas une menace pour les peuples, pour autant que la raison l'emporte contre les idéologues, potentats économiques et financiers et stratèges atlantistes qui refusent de prendre la mesure des nouveaux rapports de force. S'enfermant dans leur logique de suprématie et s'appuyant sur leur écrasante puissance armée, ils sèment la haine et oublient que, dans un conflit globalisé, ce ne sont pas les armes aussi dévastatrices et sophistiquées soient elles, sauf à envisager un suicide collectif, qui décident de l'issue des guerres, mais les hommes.

Le vrai antagonisme

Lors de la décolonisation, il aurait pu être fait montre de cette « intelligence » qui eût consisté à accorder quelques prébendes aux peuples nouvellement indépendants, à appliquer un droit et une justice internationale supprimant l'impunité, à instaurer la reconnaissance de l'autre, il n'en a rien été. Il faut aujourd'hui entendre que le temps des prébendes touche à sa fin, que les partages non consentis hier seront demain imposés, que ce qui dans ce monde en gestation ne se fera pas avec les peuples des autres continents se fera sans ou contre les peuples occidentaux.

À ce moment charnière de l'histoire, deux logiques inconciliables s'opposent, celle impérialiste d'un Occident atlantiste, lourde de menaces, ou celle des peuples contre le capitalisme néolibéral, là réside l'enjeu pour que le monde multipolaire qui se dessine s'affirme comme multilatéraliste et non antagonique. Il n'est d'autres voies pour les peuples appartenant au monde occidental que de faire prévaloir une démarche plus équitable, rompant avec l'occidentalo-centrisme,

4 Les gnomes de la finance, généralisation des « gnomes des Zürich », ainsi que sont dénommés les banquiers suisses.

5 Jacques Bidet, *Le monde d'aujourd'hui vu dans sa tendance historique*, in Une autre ONU pour un autre monde (ouvrage collectif), Tribord Éditeur, 2010.

l'unilatéralisme et les politiques néolibérales. Les difficultés sont grandes, il s'agit d'une révolution copernicienne à réaliser dans les têtes et d'une capacité réciproque à l'entendement pour concevoir un autre monde, savoir qui est son adversaire est une question centrale pour être en mesure de transformer ce défi en projet

Démarche d'autant plus difficile que la mondialisation néolibérale est fondée sur un monde concurrentiel et sur la guerre économique, d'autant plus complexe que l'Occident n'est plus seul à décider, que d'autres acteurs (dont on peut penser que certains sont de bons élèves du mode de domination occidental) ont aussi à se prononcer sur ce monde en devenir. Le grand défi est de résister aux pouvoirs qui utilisent les intérêts divergents qui existent entre les peuples des pays développés, émergents ou moins avancés économiquement, afin de les opposer entre eux. C'est de faire comprendre aux peuples occidentaux (et réciproquement aux peuples des autres continents) qu'ils ont un adversaire commun, qui sont les visées impérialistes, le système de domination occidental et l'économie néolibérale. Faire l'histoire et non la subir, les luttes sociales et politiques des peuples en décident.

Le monde occidental se met lui-même en péril

Élisabeth GAUTHIER ⁶
Directrice d'Espaces Marx

Les différentes régions du monde occidental sont en crise, en interne, et en ce qui concerne leur place dans le monde. L'hégémonie absolue exercée par l'Europe occidentale et les États Unis depuis près de 3 siècles s'estompe. Les États- Unis, traversant une crise multiforme, voient leur hégémonie dans le monde minée par les contradictions internes, et contestée par de nouvelles puissances en ascension rapide. Le vieux continent est en stagnation ce qui signifie en réalité qu'il se trouve en recul et qu'il perd du poids du point de vue économique et (géo)politique.

Le monde occidental a évolué, depuis une trentaine d'années, au rythme de l'émergence du capitalisme financiarisé dont il a favorisé l'expansion à travers le monde entier. Cette crise n'est aucunement une crise conjoncturelle, mais doit être interprétée comme une crise de l'ensemble du mode d'accumulation et de régulation du capitalisme contemporain. Ce n'est pas « la faute à la mondialisation », mais le résultat de la financiarisation du capitalisme, de l'extension à travers le monde de ce type de capitalisme, et des contradictions et dégâts qu'il véhicule du local au global. Si c'est au sein des pays occidentaux que cette forme du capitalisme a émergé, c'est aujourd'hui ce même monde occidental qui se voit particulièrement exposé à la grande crise aux multiples aspects et phases qui se succèdent. Crise financière aux États- Unis et ensuite en Europe ; déficit public depuis longtemps et crise aiguë de la dette privée aux États- Unis; crise financière mondiale et forte dégradation de l'économie réelle; ensuite crise de l'Euro (et en perspective une crise du dollar); généralisation de la crise de la dette publique dans les pays occidentaux, et tout particulièrement en Europe.

Déjà en 1982, les économistes marxistes américains Harry Magdoff et Paul M.Sweezy, éditeurs de « Monthly Review » à cette époque, avaient esquissé comme probable la grande et double crise que nous vivons pleinement à présent .⁷ Dans la mesure où la stagnation de l'économie réelle entraîne comme conséquence la sur-accumulation du capital et ensuite le gonflement de la sphère financière ce qui finit par se conduire à son effondrement - ce qui produit des effets néfastes sur l'économie réelle - il s'agit en effet d'une double crise qui secoue les pays occidentaux. Ce qui signifie que toute approche alternative nécessite de faire à la fois reculer le pouvoir des marchés, fonds et actionnaires, banques et assurances et en même temps de modifier profondément le

6 Directrice d'Espaces Marx, Co-éditrice de la revue européenne *Transform!* et membre du managing board du réseau européen *Transform!* (Fondation européenne du Parti de la Gauche Européenne)

7 Voir K.G.Zinn, in *Revue Sozialismus* 6/2010.

fonctionnement de l'économie réelle. Il s'agit d'ouvrir le passage vers un autre type d'économie fonctionnant en faveur d'un nouveau type de développement solidaire et durable. Une telle optique serait de nature à développer des dynamiques économiques, sociales, politiques et culturelles nouvelles.

C'est avec la crise du fordisme dans les années 1970 et l'abandon des politiques inspirées par Keynes que débute le développement des déséquilibres au sein des sociétés occidentales. Simultanément avec la sur-accumulation de capital se développent les symptômes comme le sous-investissement, la tendance à la baisse du taux de croissance, le chômage de masse durable et la fin du plein emploi, la sous-utilisation des moyens de production. La rentabilité financière devient de plus en plus le moteur d'une économie où les gros actionnaires, fonds, banques et assurances dominant. Les politiques néolibérales, avec les privatisations et dérégulations, avec la précarisation et dévalorisation du travail leur ouvrent un boulevard et désarment les pouvoirs publics ainsi que les organisations défendant les salariés et la justice sociale. Les politiques néo-conservatrices aux États-Unis et dans certains pays européens poussent toujours plus loin ce déséquilibre capital - travail. La démocratie et la légitimité des systèmes politiques se voient progressivement minés, les sociétés fissurées sous la pression des inégalités en permanente augmentation. La crise de la dette publique cristallise à présent une nouvelle accentuation de la crise des pays occidentaux; elle tend à menacer les structures politiques et sociales. Nombre d'économistes non seulement d'inspiration marxiste (ex. J.Stieglitz) montrent que le problème central des pays capitalistes développés réside dans la répartition de plus en plus inégale et injuste des revenus et biens, ce qui d'un côté empêche la croissance de se développer, et de l'autre mine les systèmes de protection sociale créés en lien avec la valorisation du travail dans l'après guerre.

D'où vient le manque de dynamique en Europe ?

Alors que les acteurs néolibéraux cherchent à rendre responsables de la stagnation les résistances au plein déploiement du néolibéralisme lorsqu'ils dissertent sur le 'refus de réformes' qui marquerait nos sociétés, nous estimons au contraire que c'est le trop de néolibéralisme, le trop de financiarisation qui plombent les sociétés, minent leur énergie et génèrent stagnation sociale et économique de l'Europe. La vie culturelle et la démocratie même sont affectées. La crise s'avère particulièrement profonde au sein de l'Union Européenne⁸, les clivages et asymétries s'accroissent⁹. Elle ne développe que faiblement ses relations

8 Voir Elisabeth Gauthier, Europe, crise, alternatives, enjeux stratégiques pour la gauche européenne ; in Transform ! revue européenne pour une pensée alternative et un dialogue politique 06/2010, p 99ff

9 Voir Joachim Bischoff / Richard Detje, L'Europe dans la crise – sur le chemin des clivages, Transform ! 05/2009, p 37ff

de proximité¹⁰, adopte la posture néolibérale sur le terrain international et en rapport au Sud, et recule sur la scène internationale. En effet, l'essentiel des structures actuelles a été conçu et bâti en pleine période d'offensive néolibérale, et l'élargissement à l'Est a été réalisé sous ces auspices. L'UE est par la nature de sa conception et construction même facteur de crise au point que la zone Euro est devenue une cible de la spéculation et se voit menacée d'explosion. Bien que l'intensité et les effets concrets de la crise ne soient pas les mêmes dans tous les pays, au Nord et au Sud, à l'Ouest et à l'Est, les tendances sont toutefois identiques. L'Euro et les orientations de l'UE ne sont pas conçus pour impulser une véritable coopération en faveur des populations, une nouvelle politique industrielle ou agricole, de recherche publique, de développement de services publics et d'infrastructures, en faveur d'un nouveau mode de développement. Les traités favorisent le dumping fiscal et social, et cherchent à orienter les flux d'argent vers les marchés. L'ensemble du dispositif favorise la mise en concurrence des salariés et des territoires, en faveur des grands groupes, des marchés financiers et des économies les plus compétitives des pays les plus puissants. De cette logique, les peuples - en Allemagne, en Grèce et ailleurs - en font les frais.

De nombreux facteurs semblent indiquer que l'Europe entre "dans une phase longue d'instabilité sociale et politique, dans le cadre d'un processus au cours duquel son importance politique et sociale au plan mondial décroît."¹¹ Si dans de nombreux pays européens, après 1945, des blocs sociaux - pour parler avec Gramsci - ont pu se constituer avec la capacité de mobiliser des forces sociales et politiques en fonction des besoins de développement fondamentaux de l'époque, la crise du fordisme a fini par faire éclater ces alliances. Depuis une trentaine d'années, la tendance s'est inversée, avec l'émergence de la phase de la financiarisation du capitalisme, l'érosion des forces du travail et de ses organisations, une modification des rapports des forces en faveur du capital et au sein des de celui-ci en faveur des puissances porteuses de la financiarisation. La fragilisation des sociétés et de leur cohésion a progressé et jusqu'à présent, on ne voit pas se former de nouveaux blocs sociaux porteurs de dynamiques sociales et politiques. Si l'intégration européenne correspond à un besoin, sa construction néolibérale a tendance à fracturer les sociétés et à écraser les forces vives. On en est à l'étape où la légitimité des systèmes politiques s'estompe ce qui se traduit par l'abstention électorale massive dans la mesure où les citoyens font l'expérience que les choix politiques sont générés par des logiques autres que celles de la démocratie représentative.

Au plan politique, l'abandon des principes de solidarité, la mise en concurrence des salariés et territoires comme principe structurant ainsi

10 Union pour la Méditerranée lancée en juillet 2008 à Paris; Partenariat Oriental lancé à Prague en mai 2009 comme programme d'aide et d'incitations aux réformes aux nouvelles frontières de l'UE

11 Walter Baier, Séminaire sur les enjeux stratégiques de la gauche européenne, Transform!, Florence mai 2010.

http://www.transform-network.net/uploads/media/Baier_Gramsci_and_Polanyend.doc

que l'érosion de la démocratie favorisent des phénomènes comme des droites populistes et extrêmes à travers l'Europe, y compris dans des pays où n'existent pas de traditions d'extrême droite. Les populations les plus fragiles sont de plus en plus gagnées par le sentiment d'impuissance ce qui débouche sur l'abstention massive aux élections, voir sur ce qu'on pourrait appeler une crise de passivité.

Les trente années d'offensive néolibérale ont eu des effets désastreux sur la gauche. La période se caractérise par l'érosion des forces liées au mouvement ouvrier, par le ralliement de la social-démocratie européenne aux thèses de Schröder et Blair, ou - autrement dit - du social-libéralisme.¹² Les forces à gauche de la social-démocratie ont connu un affaiblissement continu¹³ et de nombreux fractionnements. Différentes expériences de constructions cherchent leur voie ces dernières années dans plusieurs pays européens, comme en Allemagne, en Grèce, en France, au Portugal, mais sans avoir réellement atteint une masse critique et une stabilité pour ouvrir des perspectives de changement.

Quant à la construction européenne, force est de constater que la poursuite du chemin pris - le néolibéralisme, malgré son échec aujourd'hui parfaitement visible - conduira l'UE au bord du gouffre. Malgré la perte de légitimité du néolibéralisme, les élites européennes continuent de le prendre comme cap pour leur politique ce qui posera de graves problèmes pour le système politique et la démocratie. On ne peut exclure le recours à des méthodes de plus en plus autoritaires dans la mesure où la base sociale de ce type de politique ne cesse de s'effriter.

Les obstacles à la transformation restent importants. Les conditions pour l'émergence d'une hégémonie culturelle alternative ne sont pas réunies, à présent, dans la mesure où il n'y a, ni de grande dynamique sociale et politique pouvant faire émerger un nouveau bloc social porteur de réponses d'une nouvelle qualité pour les populations, ni de sujet politique sachant agglomérer les forces représentatives des populations les plus fragilisés et de couches moyennes menacées par la crise. Alors que grandissent dans les sociétés européennes la critique, le rejet du capitalisme et du néolibéralisme, perdure en même temps la crise de passivité. Débloquent la situation nécessite une nouvelle créativité politique. Afin de valoriser les traditions progressistes européennes, les potentiels de résistance, les exigences d'autres logiques présentes dans nos sociétés, afin d'aider leur expression au niveau national et de concert à l'échelle européenne.

12 Voir Gerassimos Moschonas, La crise électorale de la social-démocratie européenne : le grand recul des partis sociaux-démocrates européens (1950 – 2009) ; In Transform ! revue européenne pour une pensée alternative et un dialogue politique 06/2010, p 151ff

13 Voir Barbara Steiner, Résultats électoraux de la gauche – quelques éléments d'une enquête européenne; In Transform! revue européenne pour une pensée alternative et un dialogue politique 06/2010, p 171ff

Les valeurs occidentales sont-elles universelles ?

Jacques LE DAUPHIN,
directeur de l'IDRP

La floraison d'articles et de discours tendant à démontrer la supériorité de la civilisation occidentale et de ses valeurs sur toutes les autres dénote une certaine crispation. Ce sont les symptômes de la crise identitaire profonde que traverse l'Occident au sein d'un monde qu'il a longtemps dominé et qui aujourd'hui se dérobe de plus en plus à son influence. Pour tenter de faire face, il cherche à utiliser tous les moyens dont il dispose encore. Ainsi l'OTAN, en revalorisant les liens transatlantiques passablement distendus depuis la fin de la guerre froide. L'alliance Atlantique est présentée comme la structure d'un monde qui aurait les mêmes intérêts à défendre face aux mêmes menaces. Les nouvelles orientations de l'OTAN s'inscrivent en ce sens. L'Atlantisme d'hier laisserait place à l'occidentalisme aujourd'hui. C'est la tentative de créer un « universalisme » de façade à fin de justifier le maintien de la supériorité de l'Occident sur le reste du monde. Pour cela tous les moyens sont bons. Jean Ziegler dans son ouvrage « La haine de l'Occident » souligne à quel point, dans cette perspective « l'ordre occidental du monde relève de la violence structurelle » Ce comportement arrogant et agressif a naturellement pour corollaire un phénomène de rejet pour les non-occidentaux. Ce qui recèle de nombreux dangers et tend à renforcer l'analyse célèbre de Samuel Huntington sur « le clash des civilisations ». Malgré cela l'offensive bat son plein, les réactions étant présentées comme de nouvelles menaces pesant sur le monde. A ce sujet on a connu le néo-conservatisme réactionnaire de G.W. Bush qui développait une stratégie instrumentalisant la référence aux valeurs occidentales, lui permettant de développer une politique de domination, de guerre, de recul des libertés, de régression sociale. L'ère Bush passée, force est de constater que les néo-conservateurs disposent encore aux États-Unis d'une influence certaine leur permettant de peser sur les orientations de la nouvelle administration américaine. A ce sujet on peut citer notamment, l'Appel, lancé par soixante intellectuels connus d'un think tank néo-conservateur américain à « protéger les valeurs occidentales menacées ». On notera que ce positionnement n'est pas circonscrit à l'autre rive de l'Atlantique, on le trouve aussi en Europe.

Les déclarations récentes de S. Berlusconi et de J. M. Aznar, pour ne citer qu'elles, développent des thèses identiques. A l'échelle de l'hexagone aussi des chantres réputés pensent que les valeurs occidentales sont menacées et qu'il faut les défendre, économiquement, démographiquement, stratégiquement. Les néo-conservateurs sont bien présents en France. Pour illustrer ce constat on évoquera l'intervention

d'un militaire français de haut rang, qui refuserait sans doute l'étiquette, lors d'un colloque à Paris. Il y a déclaré « Je ne connais d'autres valeurs que celles prônées par l'Occident, car celles-ci sont universelles. On s'y rattache ou pas. Ceux qui les partagent sont nos amis, ceux qui ne les partagent pas sont des ennemis potentiels. Ces valeurs sont donc à défendre avec la dernière énergie et par tous les moyens ». Si ces propos n'ont rencontré que peu d'écho durant le colloque, on ne peut ignorer qu'ils reflètent un courant existant. Alors les valeurs occidentales seraient-elles l'intelligence du monde actuel ?

L'Occident et ses valeurs

Qu'en est-il de l'Occident et de ses valeurs ? Pour qu'il y ait un Occident il faut des autres. Et ces autres, les occidentaux ont, eu et continuent d'avoir, tendance à les définir par rapport à eux. Historiquement l'Occident s'est posé comme concept-monde, comme modèle, mettant en avant l'universalité de ses valeurs, pour justifier son messianisme. C'est la posture de l'universalité-miroir. Deux postulats tautologiques de son rapport avec le monde furent déployés, la foi en l'universalité ontologique des valeurs occidentales et l'assimilation dogmatique des droits de l'homme aux valeurs occidentales. Dès lors le rapport avec les autres peuples fut conçu comme une mission civilisatrice. On la retrouve des croisades d'antan, au colonialisme. Qu'il s'agisse de la colonisation espagnole et portugaise en Amérique Latine ou celle française, britannique, belge en Afrique. Ce fut une négation de l'humanité même des peuples colonisés, considérés comme des êtres incultes, retardataires. On envahissait leurs terres pour y promouvoir la civilisation dans un croisement ambiguë de domination et de valeurs. La tendance persistante est de présenter l'Occident comme le berceau de la civilisation humaine. On oublie facilement que la civilisation occidentale est née de l'apport de plusieurs civilisations, assurément de la grecque et la romaine, mais aussi de la musulmane. Ce qui constitue un héritage commun de connaissances, d'expériences, et de principes divers. Ainsi la civilisation occidentale est née d'une fusion. Par ailleurs il a fallu des siècles pour découvrir qu'il existait d'autres civilisations, dont la force et la sublimité ne cédaient en rien à celle de l'Occident, voire la surpassaient dans bien des domaines. C'est le cas en particulier de la civilisation chinoise. L'historien américain, brillant sinologue, Kenneth Pomeranz, a pu souligner que certaines régions d'Asie et d'Europe avaient atteints au XVIII^e siècle un niveau de développement comparable. Plus en amont il rappelle que la civilisation chinoise, dont l'existence est estimée à 5000 ans, fut pendant cinq siècles de notre ère la plus avancée du monde. Par ses analyses Kennet Pomeranz remet en cause le grand roman d'un Occident historiquement éclairé vis-à-vis du reste du monde. Ainsi l'universel ne découle pas d'une civilisation, mais se trouve dans un registre humaniste commun à toutes les civilisations.

L'Occident peut-il aujourd'hui être porteur de valeurs universelles ?

A ce sujet est souvent avancée la question des droits de l'homme. On rappellera qu'en 1948 l'Organisation des Nations Unies a adopté « la déclaration universelle des droits de l'homme ». Cette déclaration comprend 30 articles humains, civils, économiques, sociaux, culturels », inaliénables et indivisibles. Le premier affirme que « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ». On peut considérer que cette déclaration constitue l'expression la plus achevée des valeurs d'universalité. Toutefois une valeur n'est véritablement universaliste que dans la mesure où chacun apporte une égale contribution. Elle ne peut être à géométrie variable. Pourtant c'est le cas, car les occidentaux sont loin d'être en pointe dans l'application concrète.. Et au vu de la façon dont les dirigeants occidentaux exploitent cette charte à des fins idéologiques et partisans, notamment pour préserver leurs seuls intérêts économiques et stratégiques, les non-occidentaux s'interrogent de plus en plus sur la validité d'une telle déclaration. Déjà le XXe siècle a offert un tableau des plus négatifs avec les luttes fratricides intra-occidentales des deux guerres mondiales, précipitant le monde dans le chaos, et au cours desquelles les droits de l'homme ont été foulés aux pieds, sur tous les continents. L'utilisation de l'arme atomique à Hiroshima et Nagasaki sur les populations a créé une immense émotion chez tous les peuples. Lors de la période qui a suivi la déclaration universelle ce furent les guerres coloniales en Afrique et en Asie, lesquelles ne furent pas synonymes de libertés et de droits des peuples. Depuis 1961 ce sont plus de huit millions de gens du tiers-monde qui sont morts directement ou indirectement par les armées des États-Unis ou des régimes sous leur contrôle De tels actes ont sapé l'idée d'un occident porteur de démocratie. Ainsi l'hypothèse d'une transition des valeurs occidentales vers des valeurs universelles est perçue, pour le moins comme une nouvelle tentative de domination dans une version post-moderne.

Le nouveau contexte géopolitique

De profonds bouleversements sont intervenus à la charnière des années 80-90 mettant fin à un court XXe siècle, offrant un tableau nouveau de la configuration mondiale. Cette nouvelle situation a pu faire penser certains à une victoire de l'Occident et de ses valeurs. La fin de l'histoire proclamée par Francis Fukuyama tendait à évoquer l'expression ultime de l'universalité-miroir de l'Occident, par le postulat du triomphe idéologique final du libéralisme politique et économique. Certes ces changements ont conduit à une affirmation plus prononcée de la volonté hégémonique de l'Occident, avec comme pointe avancée la politique menée par les États-Unis » « La sphère occidentale » comprenant essentiellement l'Europe et l'Amérique du nord, auxquels le nouveau concept stratégique de l'OTAN ajouterait l'Australie et la Nouvelle Zélande entend bien maintenir sa domination. Ainsi pour en rester au

plan militaire les guerres menées par les États-Unis en Irak et en Afghanistan, auxquelles se sont joints des pays européens, au nom de la « liberté » et de la « démocratie » s'inscrivent en ce sens. Pour autant elles ne font pas grandir l'universalité des valeurs occidentales, bien au contraire. A quoi peut penser un Irakien ou un Afghan, qui après avoir été écrasé sous les bombes, croise dans la rue un char américain ou otanien ? Certainement pas aux vertus démocratiques de l'Occident. Sans doute pensera-t-il « voici les nouveaux croisés de l'Occident ». Pour lui les droits de l'homme proclamés aux États-Unis et en Europe lui apparaissent comme un leurre. C'est pourquoi des résistances s'organisent, sous des formes multiples, parfois de caractère « terroriste », lesquelles se présentent comme une réplique au terrorisme d'État dont ces peuples sont victimes un « choc des barbaries » comme l'évoque Gilbert Achcar dans un ouvrage. Ainsi dans le nouveau contexte géopolitique, où des pays émergents tendent à occuper le devant de la scène, comme notamment, la Chine, l'Inde, le Brésil... grandit de plus en plus la question d'une alternative aux valeurs dominantes développées par l'Occident. Alors valeurs contre valeurs ? Si la validité des valeurs occidentales est remis en cause, celles développées par d'autres régions du monde ne peuvent elles non plus prétendre à l'universalité, ni celles de « valeurs asiatiques », ni celles des « cultures africaines », ni celles de « tradition musulmane ».

L'universalité face au pluralisme

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, en décembre 2001, un programme mondial pour le dialogue entre les civilisations, au moment même où l'UNESCO proclamait une déclaration universelle sur la diversité culturelle. Ces textes soulignent en particulier que la culture des droits de l'homme n'implique nullement une uniformité culturelle, qu'elle est parfaitement compatible avec le pluralisme des cultures, avec l'échange entre les différentes cultures. Simple dialogue ou recherche de convergences, vers ce que J. Amado dans « le courrier de l'UNESCO » a appelé « le métissage » ? Cette possibilité de convergences remonte très loin dans l'histoire, dans l'antiquité. Ainsi on peut convoquer des penseurs comme Platon ou Confucius qui l'un et l'autre se prononçaient pour des valeurs portant sur les droits de l'homme. Kofi Annan, alors secrétaire général des Nations Unies a pu déclarer « Les droits de l'homme sont ce que la raison commande, et ce que la conscience exige. Eux et nous sommes inséparables. Ces droits appartiennent à tous sans exception Chacun d'entre nous, en sa qualité d'être humain, peut s'en prévaloir. Les uns ne peuvent exister sans les autres ». Concernant le dialogue entre les civilisations, on doit veiller à ne pas tomber dans le piège d'un débat qui permettrait de surmonter les problèmes posés. Car lorsque il n'y a pas de réelle volonté d'échange, mais seulement une justification de l'injustifiable, à savoir une volonté de domination, le dialogue s'avère sans issues. Ainsi le renversement civilisationnel qu'implique notamment pour l'Occident une telle démarche appelle le

dépassement de la notion même de « monde occidental ». C'est pourquoi il convient d'aller au-delà de la formule, certes positive, de « dialogue des civilisations ». Il semble important de mesurer que des valeurs véritables et partagées s'inscrivent nécessairement dans un universalisme réel, nouvelle forme de système social, dans un ordre international porteur, de justice, d'égalité et de paix. C'est à dire un autre monde de développement humain et durable et une culture qui rapproche les peuples dans le vécu et les imaginaires. L'Occident peut-il s'y inscrire ? Peut-être car la remise en cause de prétentions hégémoniques ne signifie pas nihilisme de certains de ses apports historiques, à condition de rompre avec l'illusion de faire de ses valeurs des valeurs universelles. En définitive si ses valeurs sont mis en cause, l'Occident doit en chercher l'origine en son propre sein. Prétendre contribuer à l'universalité nécessite un véritable tournant au regard de ses attitudes actuelles. Il ne suffit pas simplement de s'ajuster, de s'adapter, mais de changer de cap. C'est possible car il y a d'immenses aspirations communes dans le monde pour faire naître une humanité nouvelle, que l'Occident peut soutenir. Il peut y trouver une place reconnue. La tâche est d'envergure et s'avère ardue, complexe Mais le philosophe Edgar Morin nous invite-il pas à penser complexe ?

« *L'Occident* » est-il menacé ?

Paul SINDIC

La première réflexion porte sur le concept même d'« Occident ». Il s'agit de ce que l'on appelle un « concept-masque » dont la fonction idéologique est de dissimuler les contradictions sous-jacentes, à savoir, d'un côté, les peuples des pays « occidentaux » et, de l'autre, les classes dirigeantes capitalistes des dits pays, dont les positions et les intérêts divergent structurellement et de plus en plus.

La deuxième remarque venant à l'esprit est une interrogation sur le type de menace dont il est question : Est-ce la « suprématie occidentale » qui est en question, ou bien s'agit-il d'une menace existentielle ?

Il peut, en tout cas, paraître curieux que de telles interrogations apparaissent désormais comme légitimes, alors qu'il y a à peine deux décennies, l'écroulement de l'URSS et du « camp socialiste » donnaient lieu à des déclarations péremptoires sur les triomphes considérés comme définitifs du capitalisme, du « camp occidental », sur un « communisme » traité comme un pur accident historique. Rappelons-nous les déclarations de Francis Fukuyama sur « La fin de l'histoire », basées sur la conviction que le système capitaliste, désormais quasiment « mondialisé », était devenu un horizon « indépassable » de l'évolution des sociétés humaines.

Par ailleurs, jusqu'au début des années 90, le concept d'« Occident » recouvrait essentiellement les pays capitalistes les plus développés (USA, Canada, UE à 15, Japon, Australie) et se définissait par opposition au « bloc de l'Est », ce qui, géographiquement, était assez fictif puisque des pays comme le Japon et l'Australie, membres du dit « Occident », se situaient eux-mêmes à l'Est de l'URSS et de la Chine. L'appartenance politique à l'« Occident » se matérialise toujours en principe par l'adhésion à deux organisations internationales, l'OCDE (coopération économique) et/ou l'OTAN (Alliance militaire). Après 1990 en effet, les nouveaux pouvoirs de l'Est européen ont rallié le camp de l'« Occident » en adhérant notamment à ces deux organisations.

Mais il demeure des disparités. Ainsi certains pays européens, par positionnement historique de « neutralité » militaire, n'adhèrent pas à l'OTAN (Irlande, Finlande, Suisse, Autriche, Suède), tandis que des ex-pays de l'Est européen ayant adhéré à l'OTAN (Bulgarie, Roumanie) ne sont pas membres de l'OCDE. D'autres situations sont ambiguës. La Russie se plaint d'un nouvel encerclement stratégique lié aux implantations avancées de radars et bases antimissiles de l'OTAN en Tchéquie et en Pologne, mais elle a, par ailleurs, demandé à adhérer à l'OCDE. La France qui, par volonté gaullienne d'indépendance politique et militaire, avait quitté le commandement intégré de l'OTAN en 1966, l'a

réintégré en 2009 par réalignement atlantiste de N. Sarkozy. La Turquie, bien que membre de l'OTAN et de l'OCDE, reste tenue à l'écart de l'UE.

De quel type de menace s'agit-il exactement ?

Si l'on en croit les principaux médias occidentaux, il s'agirait, depuis les années 90, essentiellement d'une menace terroriste émanant de groupes islamistes armés fondamentalistes, issus du monde musulman. L'existence de cette menace ne peut effectivement être niée. Elle s'est concrétisée à plusieurs reprises et dans divers pays occidentaux au cours des deux dernières décennies. Elle a visé effectivement les peuples de ces pays.

Premier attentat du World Trade Center (WTC) en 1993, attentats de Paris (RER) en 1995 et 1996, attentats contre les ambassades US à Nairobi et Dar es Salam en 1998, attentat contre le navire américain « USS Cole » en 2000 au Yémen, attentat majeur détruisant totalement le WTC le 11 septembre 2001 avec des milliers de morts, attentats de Madrid en 2004, de Londres en 2005, cf. aussi la véritable guerre islamiste menée en Algérie pendant toute cette période. Ces attentats, relevant en fait de divers groupes islamistes armés, ancrés dans des pays donnés, se réclamant ou non de la tutelle d'Al Qaida, organisation chapeautant plus ou moins l'ensemble de la mouvance, n'ont pas visé que l'Occident (voir aussi les attentats de Ryad, Moscou, Karachi, Bali, Casablanca, en Afghanistan, Égypte, Irak, Pakistan, etc., ciblant, pour ceux perpétrés dans le monde musulman, des pouvoirs locaux jugés inféodés à l'Occident).

Mais cette mouvance terroriste, toujours présente, menace-t-elle réellement la suprématie occidentale ? Nous ne le pensons pas.

En effet, même en laissant de côté les zones obscures que représentent les défaillances en cascade des services de renseignement américains par rapport aux préparatifs de l'attentat du 11 septembre 2001 et même en prenant en compte le choc pour la stratégie militaire qu'a pu représenter le fait que quelques hommes armés de cutters pouvaient porter un coup équivalent à une frappe de missiles de croisière sur le WTC, un premier constat s'impose. L'examen objectif de la stratégie des classes dirigeantes occidentales depuis 1990, dirigée par les USA, montre que celle-ci a intégré en fait la menace terroriste islamiste comme un élément favorisant le redéploiement planétaire de cette stratégie après la disparition du « camp socialiste ».

Quelques rappels s'imposent à cet égard. Après l'effondrement de l'URSS en 1989 et la dissolution du « Pacte de Varsovie », l'OTAN peine à trouver de nouveaux arguments justifiant la pérennité de son maintien et sa nouvelle stratégie (à dominante US) d'extension de sa zone d'implantation militaire en occupant le terrain géographique et géopolitique libéré par cet effondrement (pays de l'Est européen, ex-républiques de l'URSS, pays non alignés du Moyen-Orient, d'Afrique). A

ce moment là, les groupes islamistes armés lui offrent la justification nécessaire. Par ailleurs, comment ne pas noter que les premiers groupes islamistes armés (notamment ceux d'Osama Bin Laden en Afghanistan) ont été formés, entraînés et financés conjointement par la CIA et l'Arabie saoudite pour être envoyés en Afghanistan afin d'infliger un échec décisif : 1) à la tentative locale d'installer un régime progressiste à Kaboul, 2) et surtout à l'intervention militaire de l'URSS dans ce pays. Le retour ensuite des militants « afghans » algériens dans leur pays pour y lancer une rébellion armée d'envergure fait manifestement à l'époque l'objet de complaisances politiques occidentales, concernant la liquidation des derniers vestiges d'un nationalisme algérien non aligné. La pression islamiste spécifique visant la destruction des forces progressistes subsistantes dans les pays musulmans (assassinats ciblés de personnalités, de journalistes, menaces diverses pour les contraindre à l'exil) arrange aussi l'Occident qui n'élève aucune protestation à ce sujet.

Même le choc produit dans l'opinion occidentale par l'attentat du 11 septembre 2001 a été instrumentalisé par les dirigeants américains et britanniques pour justifier une intervention militaire visant à abattre le régime de Saddam Hussein (cf. fausses informations sur des soi-disant liens entre S. Hussein et Al Qaida, sur la présence d'armes de destruction massives pouvant atteindre les USA), sans compter le resserrement du contrôle policier sur les citoyens américains eux-mêmes (« Patriot Act »).

Par ailleurs, les analyses géopolitiques ont montré depuis longtemps que l'humiliation ressentie par les peuples arabes à propos du sort réservé au peuple palestinien, de l'insolente impunité de l'État israélien dans des violations flagrantes et répétées du droit international, toujours couvertes par les classes dirigeantes « occidentales », est le terreau nourricier depuis des décennies des groupes islamistes armés. D'un autre côté, les termes d'un Accord de paix israélo-palestinien conforme au droit international et respectant les intérêts légitimes des deux Parties, accord soutenu majoritairement par les peuples « occidentaux », sont connus depuis longtemps. La presse américaine internationale estime en général à moins d'un mois le délai d'acceptation d'un tel Accord par Israël si les classes dirigeantes occidentales se décidaient à utiliser les nombreux moyens de pression dont elles disposent vis-à-vis de ce pays. Or, le fait que ni Washington, ni l'UE n'ont exercé jusqu'ici la moindre pression sérieuse sur Israël en ce sens, montre qu'assécher le terreau du terrorisme islamiste n'est pas l'une de leurs priorités.

Quid de la supériorité militaire classique « occidentale » ?

Avant l'effondrement de l'URSS, on pouvait dire qu'il y avait une parité « nucléaire » théorique entre Washington et Moscou (surabondance d'ogives nucléaires et diversité des vecteurs de frappe : missiles intercontinentaux, bombardiers et sous-marins). Après 1990, cette parité théorique persiste, mais avec des réflexions nouvelles récentes dans ces deux pays, notamment sur la stupidité de continuer à entretenir 5.000

ogives nucléaires (des articles américains récents évoquent l'idée que 300 ogives seraient suffisantes, ce qui renvoie à une conception type force de dissuasion). Hors nucléaire, la suprématie militaire occidentale se concrétisait (et se concrétise toujours) dans l'existence de forces de projection, capables techniquement de mener une intervention militaire au sein même de la plupart des pays non-nucléaires de la planète, via une diversité d'outils (forces navales d'intervention se positionnant à proximité immédiate du pays : porte-avions, porte-hélicoptères, frégates lance-missiles, etc., bombardiers opérant à partir de bases terrestres situées à proximité, etc.). La guerre éclair en Irak de 2003 a montré l'efficacité « militaire » de ce type de dispositif. Ces forces de projection occidentales sont essentiellement américaines, ainsi que françaises et britanniques, mais avec des capacités quantitativement beaucoup plus faibles pour ces dernières. Cependant, derrière cette apparence de statu quo depuis 1990, se poursuit une course aux armements par perfectionnements technologiques (miniaturisation d'ogives nucléaires pour utilisation sur des théâtres d'opérations, engins semi-nucléaires : « e-bombs » à rayonnement électromagnétique, effacements ou leurres des images de détection radar, bombes à pénétration très puissantes et très précises, torpilles sous-marines type shkval à grande vitesse (300 à 400 Km/h), drones permettant des assassinats ciblés, etc.). La Chine et l'Inde se dotent actuellement de forces de dissuasion nucléaire à vocation planétaire avec les vecteurs nécessaires : missiles à longue portée et sous-marins. Le résultat est que les budgets d'armement ont à nouveau dépassé globalement leurs records historiques de la guerre froide. C'est une aberration totale à l'heure où d'immenses investissements publics, nationaux et internationaux, devraient être consacrés dès maintenant à la survie de l'humanité (aide internationale pour faire reculer la misère du « Sud », crise environnementale, énergétique, etc.).

Quoi qu'il en soit, si l'on excepte la « parité nucléaire » théorique avec la Russie, la suprématie militaire technique de l'« Occident » demeure indéniable.

Mais le fait nouveau est qu'elle se heurte à des limites économiques et géopolitiques qui en limitent de plus en plus l'efficacité et la portée.

Les limites économiques et géopolitiques de la supériorité militaire de l'« Occident »

Les interventions militaires à dominante US en Irak et Afghanistan ont montré les limites économiques et humaines de l'outil militaire américain. A l'heure actuelle, les USA n'auraient pas en fait les moyens d'assumer une troisième intervention militaire dans un autre pays. Par ailleurs, après plusieurs années de présence américaine dans ces deux pays, le bilan géopolitique est pour le moins douteux. Si l'objectif initial était la destruction de l'Irak en tant que puissance moyenne, relativement autonome, on peut dire qu'il a été atteint. Mais le responsable politique irakien le plus proche des USA, Al Alawi, a peu de chances d'arriver au

pouvoir. C'est au contraire une coalition chiite, plutôt proche de l'Iran, qui a toutes les chances d'y parvenir, avec des risques accrus d'affrontements inter ethniques, voire de guerre civile, via des groupes armés islamistes, d'obédience sunnite. La corruption règne à grande échelle, l'économie locale est exsangue et les infrastructures n'ont pas été reconstruites.

Le borbier est similaire en Afghanistan après six années de guerre et malgré la supériorité militaire US. Pouvoir corrompu, pas de reconstruction significative. La volonté affichée d'éradiquer Al Qaida et la guérilla islamiste des talibans, est en échec. Cette dernière a gagné au contraire, via les zones tribales, le territoire du Pakistan, processus dangereux car ce pays est aussi une puissance nucléaire.

Ces échecs confirment l'apparition de nouvelles limites à l'influence géopolitique de l' « Occident ». Mais il y a aussi d'autres exemples de ce processus général. La Conférence de Copenhague de décembre 2009 a vu se former un front des pays en développement, (« Groupe des 77 » élargi), qui a dénoncé vigoureusement les responsabilités occidentales dans le réchauffement climatique, le porte-parole du groupe (le représentant du Soudan) ayant même évoqué l'idée d'un génocide en préparation. Les USA ont été particulièrement mis en cause pour la faiblesse de leurs engagements de réduction, l'UE choisissant finalement de faire profil bas. Sur un autre terrain, on trouve l'action conjointe de la Turquie (pourtant membre de l'OTAN) et du Brésil pour bloquer la volonté US d'aggraver les sanctions contre l'Iran. Washington a dû reculer, sans doute provisoirement, mais un tel recul aurait été impensable il y a quelques années. Par ailleurs, les USA se voient contraints de plus en plus à discuter d'égal à égal avec une Chine qui dissimule de moins en moins son ambition de devenir, à marche forcée, la première puissance économique mondiale d'ici 10 à 20 ans. Ce pays a, sur le papier, les moyens d'y parvenir, y compris de devancer les USA dans les technologies les plus avancées d'ici 2020-2030 (1¹⁴). Cependant, l'exacerbation actuelle des contradictions internes liée à cette marche forcée, l'insertion de plus en plus forte du pays dans la logique planétaire d'un capitalisme « mondialisé » en crise (priorité à l'accumulation financière) jette un doute sérieux sur la faisabilité d'un tel objectif.

La véritable menace pour les peuples « occidentaux » (comme pour les autres peuples)

Elle trouve en fait ses racines au cœur même du système politico-économique occidental, dans l'évolution du capitalisme lui-même. C'est en effet l'incapacité des classes dirigeantes capitalistes occidentales à concevoir d'autres relations entre les peuples que celles de la domination

14 Une étude universitaire américaine récente (« Move over USA- China to be new driver of world economy and innovation » - « Georgia tech » (Institut de Technologie de Géorgie – Science Daily, janvier 2008) conclut à la forte crédibilité d'un dépassement des USA et du Japon par la Chine dans les technologies les plus avancées dans un avenir relativement proche.

et de l'exploitation, de l'interventionnisme militaire, foulant aux pieds, si nécessaire, le droit international, leur indifférence de fait au sort misérable des peuples du « Sud » qui engendrent une colère montante et qui dégradent les relations entre les peuples. La crise financière actuelle aggrave les choses. Elle confirme un refus obstiné des classes dirigeantes des pays dominants occidentaux d'accepter une remise en cause quelconque de l'accumulation des profits financiers. Or cette tumeur maligne étouffe de plus en plus les peuples, occidentaux et non-occidentaux. Cette même logique, assez suicidaire, aboutit également au refus de ces mêmes classes dirigeantes d'assumer les gigantesques investissements, nationaux et internationaux, ne répondant pas aux critères de rentabilité exorbitants de l'accumulation financière, mais qui sont pourtant absolument vitaux pour relever les défis essentiels de la survie de l'humanité (faire cesser la misère du « Sud », maîtriser le réchauffement climatique, la crise environnementale, la crise énergétique, répondre aux besoins essentiels de tous les êtres humains, etc.). Les diversions type « Occident chrétien » contre monde musulman, ou « Occident menacé », ne sont là que pour essayer de bloquer chez les peuples la prise de conscience de la nécessité de « dépasser le capitalisme » sans tarder, de faire prévaloir sur l'ensemble de la planète la logique de la satisfaction des besoins humains, si l'on ne veut pas que l'humanité sombre dans les guerres et la barbarie. Mais ceci, comme dit le conteur, est une autre histoire.

POUR LES MÉDECINS, UN MONDE SANS ARMES NUCLÉAIRES EST POSSIBLE ET SURTOUT NÉCESSAIRE

par le Dr Abraham BEHAR,
président de l'AMFPGN

Comme tous les citoyens, nous sommes conscients du danger des armes nucléaires, de leur absurdité et du risque de faire disparaître notre planète, éventuellement par inadvertance.

Nous sommes aussi parfaitement conscient des difficultés techniques du désarmement et nous dissertons aussi, parfois savamment, des étapes, des délais et de la faisabilité de la dénucléarisation.

Nous ne sommes pas dupes, nous savons que les vrais obstacles sur le chemin de l'élimination totale du stock existant, sont politiques et non scientifiques: les savants de Suède ou d'Afrique du Sud n'ont pas "désappris" comment faire des bombes, ils se sont simplement conformés à la décision démocratique de leur peuples, exprimée par leur parlement, pourquoi pas nous?

Notre préoccupation et donc notre engagement sont ailleurs, cela pourrait être résumé par une recommandation d'un saint chrétien: "Il ne faut jamais induire en tentation". Ce qui est fondamental dans le dispositif nucléaire, et donc radicalement différent des autres armes dites de destruction massive, c'est la capacité offerte à quelques hommes (il se trouve qu'il n'y a pas de femmes jusqu'à ce jour) de détruire par leur seule volonté des millions de vies innocentes, par un simple geste. Ce geste morbide, cette envie de génocide est une menace que nous connaissons bien, car elle se résume dans la tentation parfois irrépressible de passer à l'acte. Tout président d'un pays nucléaire est potentiellement un "docteur Follamour". Cette tentation lancinante est un état psychiatrique bien connu, y compris chez des individus "normaux" et nous savons qu'il n'y a pas de traitement curatif. La seule possibilité préventive est d'annuler la tentation.

Dans notre exercice professionnel quotidien il nous faut parfois conseiller la terrible et douloureuse décision de placer un patient en milieu psychiatrique contre sa volonté pour une seule raison: supprimer l'envie de meurtre ou de suicide. Toutes les arguties sur "l'arme de non emploi" toutes les justifications de "la dissuasion raisonnée" ne pèsent pas à nos yeux: seul compte la défense de la vie de nos patients, et de leur entourage, en éliminant ce risque..C'est donc pour des raisons pragmatiques que nous mettons en priorité, avant même la destruction partielles des têtes atomiques actuelles, LA FIN DE L'ALERTE ATOMIQUE MAXIMALE" qui est de règle aujourd'hui, pour ajouter en urgence un obstacle important entre les pulsions de quelques uns et la possibilité technique de passer à l'acte.

Pour le reste, la lente progression des humains depuis le moyen âge embué dans les ténèbres nucléaires vers la civilisation des lumières ou l'humanité sera délivrée de cette menace absurde sur sa survie exercée par quelques uns, cette marche est de la responsabilité de nous tous. Les motivations des uns et des autres peuvent être différentes, l'objectif est le même : en finir avec l'induction de la tentation du génocide nucléaire.

Abolir, vous avez dit abolir ?

Par François GERE ¹⁵
Directeur de recherches à Paris 3 Sorbonne nouvelle,
Président de l'Institut français d'analyse stratégique

L'effet « abolition »

Depuis avril 2009 la communauté internationale se trouve en face d'une initiative solennelle d'un nouveau président des États-Unis, somme toute assez populaire qui déclare, à Prague, rechercher l'abolition des armes nucléaires. Chacun salue. Certains s'empressent d'adhérer. D'autres se montrent réservés, voire sceptiques. L'abolitionnisme a été remis à l'ordre du jour, dans les colonnes du Wall Street Journal, peu suspect de libéralisme politique, en 2007 et à nouveau en 2008 par une étrange « bande des quatre » composée d'anciens responsables au plus haut niveau de différentes administrations américaines : MM. Kissinger, Shultz, Nunn, Perry, républicains et démocrates associés. Progressivement s'y associent d'anciens dirigeants européens certains toujours en fonction comme M. Frattini, ministre italien des affaires étrangères. En France, MM. Juppé, Norlain, Richard, Rocard publient une tribune de même nature¹⁶. Les réunions du mouvement « Global Zero »¹⁷ se tiennent à Paris. Cette convergence on ne saurait parler de coalition paraît si hétéroclite, sous la bannière de l'opposition au nucléaire militaire, que l'esprit stratégique critique (-s'il n'était pas critique en quoi serait-il stratégique, mais passons !) se voit dans l'obligation de poser des questions et de présenter des objections de bon sens.

Ajoutons que ce type d'initiative apparaît de manière cyclique tant dans la diplomatie des États-Unis que dans les efforts constants des États qui se sont fait les champions de l'idéal de paix et qui, pour cette raison, ont placé les armes nucléaires au sommet de leur agenda de désarmement. Les travaux de la Commission de Canberra en 1995 coïncidaient avec l'effort pour la cessation totale des essais nucléaires avait mobilisé de nombreuses personnalités célèbres, soutenues par quelques États. Fait très remarquable, c'est la première fois que l'effort abolitionniste s'inscrit dans un environnement totalement débarrassé des séquelles de la guerre froide. A vrai dire n'avions nous pas déjà entendu cela en 1983 lorsque le président Reagan avait déclaré son projet de rendre les armes nucléaires « impuissantes et obsolètes » au regard du bouclier anti-missiles dont il lançait l'initiative ?

L'argumentation repose sur l'idée que les armes nucléaires disposent d'un pouvoir de destruction excessif, de dimension planétaire. Mieux vaut les abandonner afin de prévenir la prolifération dans d'autres États et supprimer, en tarissant la source, le risque qu'elles puissent tomber entre les mains d'une organisation terroriste assez fanatique et assez compétente pour ne pas hésiter à les employer. Au delà des clivages de groupes et de personnes, on relèvera que très rarement les personnalités américaines font état de l'écrasante supériorité militaire conventionnelle des États-Unis. Cette élision fausse les données du problème. Cependant ces initiatives ont été reprises et soutenues avec

15 Auteur de L'Iran, état de crise, Karthala, Lignes de repère, février 2010-06-15 - a rédigé le rapport « *Pour une gouvernance mondiale du nucléaire civil et militaire* », Fondation Léopold Meyer, Lausanne, mai 2010.

16 « Pour un désarmement mondial, seule réponse à la prolifération anarchique », Le Monde, 15 octobre 2009. À relever les précisions apportées par Alain Juppé pour prendre ses distances à l'égard de ce texte, « Défense », n°145, mai-juin 2010

17 Il s'agit évidemment d'une organisation qui s'est fixée pour but de supprimer toutes les armes nucléaires. Elle a placé à sa tête de nombreuses personnalités du monde entier. Pour mesurer l'hétérogénéité on se reportera au site internet.

enthousiasme par la communauté américaine de non-prolifération plutôt libérale et liée au parti démocrate, dopée par le discours de Prague du président Obama. Les grandes fondations comme Brookings, et Carnegie Endowment for International Peace font intervenir leurs experts : Ivo Daalder, aujourd'hui ambassadeur des États-Unis à l'OTAN¹⁸, George Perkovich, lié au vice-président Biden¹⁹. Un remarquable rouleau compresseur intellectuel s'est mis en mouvement. Il domine aujourd'hui l'Union Européenne, incapable de formuler une stratégie originale dans des domaines aussi cruciaux qu'elle se refuse, bien à tort, de traiter. En disant « refus » je considère que le concept stratégique de 2003 qui ne manque pas de pertinence ne s'est jamais concrétisé par la création d'une direction ou d'un commissaire en charge, par exemple, de la maîtrise des armements et de la non prolifération. Le résultat est que l'influence efficace de cette manœuvre sur les esprits ne butte que sur les États émergents mais puissants ou sur les perturbateurs qui ne se soucient pas de ces perceptions étrangères, issues d'autres cultures, associées à d'autres intérêts. L'essence même de ce qui pourrait devenir une gouvernance mondiale du nucléaire se situe là, dans le dépassement des clivages entre des géosystèmes²⁰ hétérogènes. En identifiant des coïncidences d'intérêt, en offrant des mécanismes de coopération mutuellement bénéfiques, la gouvernance mondiale permettrait de surmonter les incompatibilités d'intérêts jusqu'à ce jour perçues comme trop fondamentales pour trouver une résolution à travers un compromis pacifique.

Le président Obama et la « logique zéro armes nucléaires » ou comment promouvoir l'expansion de l'industrie électro- nucléaire pacifique.

Les abolitionnistes des armes ne sont pas des antinucléaires. Bien au contraire. Afin d'éviter de fâcheuses illusions, il convient de distinguer précisément les motivations des uns et des autres dans un contexte devenu particulièrement mouvant, favorable à la formation de nouvelles alliances tactiques au regard de buts totalement différents. Par delà les grandes déclarations de principe il importe d'entrer dans la complexité des calculs des différents acteurs.

L'entreprise de B. Obama correspond certes à une logique de non-prolifération. Mais la non prolifération durant la guerre froide et après la guerre froide change fondamentalement de nature. Elle n'est à ce jour ni universelle ni absolue. Elle reste liée à des intérêts particuliers, ceux des États et des industriels moins tournés vers l'armement, beaucoup plus vers les activités civiles. Il faut donc mettre en relation cette nouvelle situation géostratégique avec la seconde phase de développement de l'industrie nucléaire où les États-Unis entendent retrouver toute leur place. Ceci constitue un tournant majeur au regard de la stagnation qui a prédominé depuis trente ans. L'industrie nucléaire américaine s'est profondément transformée. Les grandes sociétés ont formé des liens avec d'autres États. Bref, le marché de l'industrie nucléaire s'est transnationalisé et diversifié. Westinghouse a été repris par Toshiba. Le Japon s'inscrit ostensiblement dans une logique de profit industriel. La Corée du Sud propose des réacteurs de qualité. La Chine mettra bientôt sur le marché mondial son CPR 1000. Les stratégies de développement se sont modifiées en conséquence. La perception japonaise du nucléaire ne coïncide pas avec celle des États-Unis, ni au regard du civil, ni à l'égard du militaire, en dépit des concordances affichées. Dans la perspective de sa

18 Auteur de l'article « The Logic of zero », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2008

19 George Perkovich et James Acton, editors, « Abolishing Nuclear Weapons, a Debate », Carnegie Endowment for International Peace, 2009

20 J'entends par « géosystème » un espace présentant un certain nombre de critères de liaison qui rapprochent des États : voisinage terrestre ou maritime, hydrographie, relations commerciales, contentieux passés, présents et à venir. Tout géosystème est potentiellement conflictuel.

nouvelle phase de développement, l'industrie nucléaire civile exige davantage de mesures de contrôle sur la non prolifération sans pour autant voir leur activité paralysée. C'est donc un équilibre délicat fait d'innombrables mesures et accords très techniques assortis d'un juridisme de plus en plus contraignant concernant la sûreté et la sécurité des équipements et des personnels.

La « logique zéro » et le renouveau de l'arms control... pour aboutir à quoi ?

On retrouve, dans un environnement stratégique certes fort différent, infiniment moins idéologique l'ambiguïté fondamentale de la stratégie des États-Unis à l'égard de la stratégie de dissuasion nucléaire. En 1991, M. Les Aspin, secrétaire à la défense de Bill Clinton prit clairement position sur le rôle des armes nucléaires dans les nouveaux rapports de force de l'après guerre froide. « We were the equalizer...we do not want to become the equalizer ». Durant la guerre froide les armes nucléaires de l'OTAN ont donc servi d'égalisateur ou plus justement de « compensateur » dit le général Poirier par rapport à la supériorité (supposée) des forces conventionnelles de l'Union Soviétique.²¹ C'est pourquoi Les Aspin lança fin 1993 l'initiative de contre-prolifération qui était censée compléter la diplomatie de non-prolifération au cas où celle-ci connaîtrait l'échec vis-à-vis de ces États que les États-Unis nommèrent « rogue states » (États voyous)²². Sans surprise, on constate qu'en dépit de profondes divergences sur la bonne stratégie, démocrates et républicains convergent sur une finalité, somme toute parfaitement logique, la conservation de la supériorité des États-Unis. Point de vue résumé par l'expression « no peer competitor »²³. La question subsidiaire est de savoir si cette supériorité doit être écrasante ou bien si des marges de tolérance dans le rapport des forces peuvent être consenties, de manière à créer ne serait-ce qu'un minimum d'espace diplomatique.

La Nuclear Posture Review (NPR) de 2002, élaborée par l'administration de G. W Bush confesse la vérité de ce choix. Ce document présentait clairement les composantes de ce que doit être la supériorité stratégique écrasante des États-Unis. En effet il ne s'agit pas seulement des armes nucléaires mais des systèmes qui contribuent à leur mise en œuvre dans des conditions optimales. Or deux évolutions récentes ont profondément transformé la capacité des systèmes : micro-informatique et les différents segments spatiaux tant pour les transmissions que pour la navigation. Ces technologies, non directement nucléaires, ont amélioré considérablement des domaines comme les temps de réaction pour la mise en œuvre des armes et la précision. Par ailleurs la furtivité a permis dans les années 1980 des gains d'efficacité importants mettant au défi un peu plus les défenses anti-missiles.

L'avance technologique pour la gestion et la mise en œuvre des moyens de C2-C3 (Command-Control-Communication) constitue donc un élément essentiel, liée aux armes nucléaires et aux armes conventionnelles comme les missiles de croisière qui ne peuvent être laissées de côté si l'on entend établir une gouvernance sérieuse, crédible, efficace et durable. Un autre objectif consiste à favoriser le développement de la DAMB (défense antimissile balistique), entreprise coûteuse, pouvant provoquer une course aux armements entre missiles et antimissiles ou bien un renforcement des capacités nucléaires offensives afin de s'assurer de pouvoir traverser l'hypothétique rideau défensif. On retrouve là l'infamante problématique de la « stabilité stratégique », au regard des premières et secondes frappes qui s'est développée dans les années 1960-1980 et a servi de moteur conceptuel à

21 Lucien Poirier, « Des stratégies nucléaires », Hachette, 1977

22 François Géré « La politique de défense américaine de Les Aspin », Défense nationale, décembre 1993.

23 Cette notion repose sur l'idée que l'Union soviétique était parvenue à faire jeu égal avec les États-Unis au plan militaire et que cette situation d'égalité ne devait en aucun cas se reproduire. Elle a été constamment réaffirmée par tous les secrétaires américains à la défense. Elle guide la stratégie militaire à l'égard de la Chine.

la course aux armements.

Abolition et non prolifération

Il serait naïf de penser que l'administration de Mr Obama fasse table rase de ces orientations. Elle veut certes changer les modalités du dialogue diplomatique, modifier la hiérarchie des priorités stratégiques mais sans toucher aux objectifs ultimes, à savoir la préservation et même, le renforcement de la suprématie des États-Unis. Tel est le sens de la nouvelle NPR dont la version officielle a été rendue publique en mai 2010²⁴. Cet acte de stratégie déclaratoire s'accompagne de manœuvres diplomatiques nouvelles qui manifestent une volonté de rupture notamment sur la DAMB²⁵ afin de changer la relation avec la Russie dans une optique d'un *arms control* rénové dans une perspective affichée d'abolitionnisme.

Cette situation, relativement nouvelle et certainement prometteuse à court terme, constitue une occasion particulièrement favorable pour formuler des propositions aussi innovantes que possible dans un domaine qui depuis quelques années est en pleine ébullition.

Il importe de repenser les rapports nucléaires dans leur réalité présente afin de pouvoir surmonter les blocages et les obstacles d'antan.

Trois questions se posent :

- l'abolition affecte-t-elle les motivations des « primo-proliférateurs » qui recherchent le pouvoir compensateur de l'atome afin d'assurer leur sécurité face à la supériorité conventionnelle des États-Unis ?
- l'abolition peut-elle aboutir à un équilibre de puissance plus juste ou consacre-t-elle une aggravation des déséquilibres. Ceci pourrait conduire à une relance de la course aux armements dans les secteurs de pointe tels que la défense anti missiles, les armes stratégiques conventionnelles, la militarisation de l'espace.
- le terrorisme nucléaire mérite-t-il une place aussi éminente que celle que l'on semble vouloir lui conférer ?²⁶

La conférence d'examen du TNP de mai 2010 a été fortement marquée par le nouveau souffle abolitionniste américain. Deux groupes ont su en tirer parti : les 116 États non-alignés et la « Coalition pour un Nouvel Agenda » regroupant le Brésil, l'Égypte, l'Irlande, la Nouvelle Zélande, l'Afrique du Sud et la Suède. Elle a conduit à l'adoption par consensus d'un document important comportant trois volets principaux.

L'ouverture d'une conférence régionale en 2012 sur la création au Proche Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive. Pour la première fois, l'exceptionnalité de l'État d'Israël au plan nucléaire est prise en compte, ce que les États-Unis auraient préféré éviter²⁷.

La relance d'une nouvelle phase de désarmement nucléaire par les États détenteurs d'armes sans toutefois fixer de limites chronologiques contraignantes.

24 Comme toujours la publication déclassifiée a été précédée en mars-avril de « fuites » sur la version classifiée qui prenait en compte la notion d'utilisation d'armes conventionnelles stratégiques pour une frappe intercontinentale instantanée « Instant Global Strike out » comme forme alternative de dissuasion, ce qui n'est pas propre à rassurer les États à la recherche de leur sécurité.

25 Rappelons que le président décida d'annuler le déploiement de segments d'un système anti-missiles en Pologne et en République Tchèque qu'avait recherché son prédécesseur afin de protéger l'Europe contre les missiles balistiques de l'Iran.

26 Le terrorisme nucléaire a été placé au sommet de l'agenda de sécurité des États-Unis depuis la conférence de Washington sur la sécurité nucléaire des 13-14 avril 2010

27 Déclaration de M. Gary Samore, conseiller du président Obama pour la non-prolifération nucléaire à l'issue de la conférence d'examen, le 31 mai 2010 : « je sais pas si cette conférence pourra jamais se tenir... » On ne saurait être plus décourageant !

La promotion de l'usage pacifique de l'énergie nucléaire. Ce dernier point est essentiel. Il explique en effet en grande partie la logique abolitionniste.

Ces aboutissements correspondent presque point par point aux problématiques que nous avons dégagées.

La France réservée, pourquoi ?

La France, du moins une large majorité de ses citoyens, conserve un attachement profond, culturel et historique à l'égard de la dissuasion nucléaire pour avoir fait l'expérience traumatisante de l'invasion et de l'occupation. Elle partage cela avec la Russie, la Chine et, dans une moindre mesure, le Royaume-Uni. Les États-Unis, par chance, ignore tout de cela. Elle continue donc à voir dans la dissuasion nucléaire l'assurance contre la surprise stratégique qui, soudainement, mettrait en cause les intérêts vitaux.

A tort ou a raison la France a décidé de revenir dans la structure militaire intégrée de l'OTAN, sauf dans le groupe des plans nucléaires pour sauvegarder son autonomie de décision²⁸ afin de ne jamais se trouver sans l'avoir voulu engagée dans une guerre majeure qui ne serait pas la sienne²⁹.

Pour autant, il serait mal venu de dire que la France ne souhaite pas s'inscrire dans la logique d'un monde sans armes nucléaires. Elle en accepte volontiers l'objectif ultime dès lors que, pas à pas, seront franchies un certain nombre d'étapes :

La diminution des arsenaux américains et russes au terme du traité START 2 signé à Prague en mai 2010 constitue une étape importante mais non suffisante. Il conviendrait que les États-Unis et la Russie mettent en route un processus START3 qui considérerait des niveaux entre 500 et 700 armes nucléaires stratégiques. De tels chiffres commenceraient à devenir sérieux au regard de la montée en puissance de la Chine. Ils correspondraient aussi à la conception française de la juste suffisance.

Le renforcement et l'universalisation des régimes de non-proliférations (TNP, TICE, cut-off³⁰) et des mesures de contrôle qui doivent en assurer la fiabilité en renforçant la gouvernance mondiale du nucléaire civil et militaire

L'engagement de négociations sur les outils nouveaux et futurs de la puissance militaire : les armes conventionnelles « stratégiques » précises de portée intercontinentale assurant la frappe dans la grande profondeur, le C-2 et corrélativement la réglementation de l'utilisation de l'Espace.

Enfin j'ajouterai pour faire bonne mesure la réglementation rigoureuse de cette nouvelle dimension de la conflictualité que constitue de plus en plus et inexorablement le Cyberespace.

28 Notion plus fine que celle d'indépendance nationale qui tend à s'effiloche dans la construction européenne, comme l'avait très tôt relevé le général Poirier, « Des Stratégies nucléaires », op. cit) et réaffirmée dans Lucien Poirier et François Géré « La réserve et l'attente, l'avenir des armes nucléaires françaises », Economica, 2000

29 Le président de la république, Nicolas Sarkozy a fortement marqué ses distances à l'égard de l'abolition lors de ses interviews à la conférence de Washington sur la sécurité et à l'occasion de son dernier discours à bord du porte-avions Charles de Gaulle, le 10 juin 2010.

30 Respectivement traité de non-prolifération, Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (que les États-Unis n'ont toujours pas ratifié) et traité de cessation de toute production de matières nucléaires à des fins explosives.

L'élimination de l'arme nucléaire, est-elle réaliste ?

**Dominique Lalanne,
physicien nucléaire**

Décidée depuis 40 ans dans un Traité international, l'élimination des armes nucléaires n'est toujours pas programmée dans un avenir prévisible. Les pays qui la possèdent en expriment toujours l'absolue nécessité pour assurer leur "sécurité". Sans évolution des doctrines, l'élimination n'est pas à l'ordre du jour.

La fin de la guerre froide a théoriquement éliminé la justification des deux hyper-arsenaux russe et américain mais en réalité il faut constater que les capacités de frappes demeurent très au delà de toute rationalité. Avec encore 10.000 bombes dans chacun de ces deux camps, la planète peut être détruite une centaine de fois. Et maintenant 9 pays nucléaires se disent prêts à frapper. Les doctrines n'ont pas évolué, l'état d'alerte est toujours en son maximum. Aux États-Unis comme en Russie, sur le simple signal radar d'un missile non identifié et supposé hostile, la frappe de représailles doit être déclenchée, le tout se décidant en une trentaine de minutes.

Un objectif politique depuis toujours

L'élimination de l'arme nucléaire a été décidée tout de suite après son utilisation à Hiroshima et Nagasaki. En effet cette décision a été prise par l'Assemblée générale des Nations unies en 1946, dans sa toute première Résolution : La Commission devra faire des propositions *"pour l'élimination des armes atomiques des armements nationaux ainsi que de tous les autres types d'armes de destruction massive"*.

Quinze ans plus tard, en 1961, le Président Kennedy a fait un discours aux Nations unies, beaucoup plus percutant : *" chaque homme, femme ou enfant vit sous une épée nucléaire de Damoclès accrochée à de fragiles fils qui peuvent être coupés à tout moment par accident ou erreur, ou par folie. Ces armes de guerre doivent être abolies avant qu'elle ne nous abolissent. (...) Des négociations de désarmement doivent reprendre rapidement et continuer sans interruption jusqu'à ce qu'un programme entier de désarmement général et complet n'ait été non seulement accepté mais aussi réalisé. (...) Ce programme doit impliquer une réduction drastique des forces, nucléaires et conventionnelles jusqu'à l'abolition de toutes les armées et de toutes les armes sauf celles nécessaires pour assurer l'ordre intérieur et celle pour une nouvelle Force de paix des Nations unies"*.

Il serait difficile d'avoir un discours plus ambitieux en 2010 !

Enfin en 1970, le Traité de non prolifération (TNP) est signé. Les États s'engagent à éliminer "de bonne foi " leurs armements nucléaires.

Soixante cinq ans ont passé depuis Hiroshima, et 40 ans depuis l'entrée en vigueur du TNP, il semblerait normal que l'arme nucléaire soit abolie depuis longtemps... Barack Obama a rappelé cette exigence en mai 2009 à Prague ... et décroché le prix Nobel de la Paix !

Ainsi à l'unanimité, la communauté internationale, puissances nucléaires comprises, affirme l'exigence politique de l'élimination des armes nucléaires. Si cette élimination n'a pas été possible ce n'est donc pas à cause d'une opposition politique à son principe.

Le refus d'engagement des États nucléaires en 2010

La Conférence d'examen du TNP en mai 2010 est la meilleure illustration de la paralysie de la communauté internationale pour décider d'étapes d'élimination.

Les étapes sont connues grâce à de nombreux experts internationaux. Le premier groupe à avoir fait une liste de propositions est la Commission Canberra en 1995 dont Michel Rocard était le seul Français. La dernière commission en date est celle présidée par Hans Blix, l'ancien directeur de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) qui a rendu son rapport en 2006. De nombreuses associations internationales ont rédigé un projet de "Convention d'élimination" qui a été proposé au vote de l'Assemblée générale de l'ONU et voté par une forte majorité en 2007.

Ces mesures de désarmement ont été rappelées par de nombreux États lors de la Conférence d'examen du TNP de 2010. La déclaration finale qui a été adoptée par consensus est révélatrice de l'incapacité de décision de cette institution. Quelques exemples:

"La Conférence note que le Secrétaire général de l'ONU a fait la proposition de considérer des négociations sur une Convention d'élimination des armes nucléaires". En isolant ainsi le secrétaire général, il est clair que la Convention d'élimination n'est pas envisagée.

"La Conférence note la nécessité de faire de nouveaux progrès pour diminuer le rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité". C'est une nécessité, le mot est important, ce n'est pas une obligation.

"La Conférence reconnaît l'intérêt légitime des pays non-nucléaires pour arrêter les programmes de modernisation des armes nucléaires dans les pays nucléaires". Les pays non-nucléaires sont intéressés. Pas les pays nucléaires...

"La Conférence reconnaît que la diminution de l'état d'alerte des arsenaux nucléaires serait une contribution à un processus de désarmement nucléaire". Il serait étrange de penser le contraire... mais ce niveau d'alerte n'est pas remis en cause.

Le TNP est donc incapable de décider d'étapes réelles d'élimination. Grâce à la règle admise du "consensus", les États nucléaires peuvent imposer leurs vues pour paralyser toute évolution.

Les blocages à toute évolution

Une politique destinée à l'élimination des armes nucléaires ne consiste pas en une politique de diminution de la taille des arsenaux, ni en l'abandon d'installations obsolètes. Ainsi le Traité START récemment signé entre les États-Unis et la Russie qui prévoit de limiter à 1550 le nombre de têtes nucléaires de chacun des deux États dans 7 ans n'est qu'une mesure de meilleure gestion des arsenaux. Pas un processus d'élimination des armes. En parallèle d'ailleurs, l'arsenal russe se modernise et les États-Unis continuent leur développement de bouclier antimissile. L'abandon par la France de son site d'essais de Moruroa en est un autre exemple. L'accélérateur Airix, le Laser Mégajoule et le super-calculateur Téra sont les outils modernes adaptés pour moderniser les têtes nucléaires actuelles et mettre au point l'arme nucléaire du futur à fusion pure et déclenchement laser.

Le blocage réel pour passer de l'optimisation des arsenaux à l'idée d'élimination des arsenaux a une double cause: l'une est l'existence d'un énorme complexe militaro-industriel qui dicte sa volonté aux dirigeants politiques et l'autre correspond aux doctrines exprimées par les dirigeants politiques sur la "sécurité" apportée par les armes nucléaires.

Donnons un exemple caricatural du complexe militaro-industriel américain. Juste après son investiture, Barack Obama a décidé d'annuler la nouvelle usine d'amorce au plutonium de Los Alamos. Dix-huit mois après, la nouvelle posture américaine décide du contraire. Barack Obama doit s'incliner devant le Pentagone, les laboratoires concernés et les industriels.

Pour la doctrine sur la "sécurité", la caricature est gagnée par la France. Jacques Chirac en 2006 annonçait que l'arme nucléaire pouvait être utilisée dans le cas de menaces pour "nos approvisionnements stratégiques" et en 2008 Nicolas Sarkozy précisait que nos armes nucléaires pourraient procéder à une "*frappe d'avertissement si nos adversaires se méprenaient sur nos intérêts vitaux*". Pendant la guerre froide nos armes nucléaires étaient présentées comme des armes de "non-emploi", de "légitime défense", maintenant nos armes deviennent des armes d'utilisation par des "frappes d'avertissement" pour défendre nos "intérêts"... La dérive de doctrine est dramatiquement inquiétante. Avec de tels discours, l'incitation à la prolifération est maximum, si la France a besoin d'armes nucléaires pour assurer une "sécurité" ainsi conçue, tous les pays auront besoin d'armes nucléaires. L'élimination n'est plus à l'ordre du jour mais au contraire, c'est la prolifération qui est encouragée.

Une évolution possible

Pour imposer un changement de doctrine des pays nucléaires, il faut s'intéresser en priorité au contenu des doctrines. Ainsi par exemple la doctrine qui consiste à être en état d'alerte pour autoriser un tir de représailles quasi instantané. Si cette doctrine continue à exister, aucune évolution vers une autre conception de la sécurité n'est possible. La sécurité de chaque État nucléaire consiste à assurer l'insécurité maximum de son adversaire potentiel. Des mesures de mise hors alerte ont été demandées par toutes les commissions depuis la Commission Canberra. Une mesure pourrait consister à ne pas mettre les missiles nucléaires dans les sous-marins. Cela faciliterait aussi les mesures de transparence. Démonteur les têtes des missiles retarderait de plusieurs semaines un tir nucléaire et commencerait à créer une autre notion sur la "sécurité" sans armes nucléaires. Un tel démontage était demandé par la Commission Canberra.

L'arrêt des programmes de modernisation permettrait d'imaginer une fin prochaine du rôle des armes nucléaires. C'est aussi demandé dans tous les rapports concernant l'élimination des armes nucléaires.

Dans le contexte actuel, l'élimination n'est envisagée par aucun des pays nucléaires signataires du TNP, à l'exception de la Chine qui dit vouloir une Convention d'élimination.

Conclusion

Si un pays nucléaire, la France par exemple, prenait une réelle mesure de désarmement, un changement de l'état d'alerte par exemple, permettant de provoquer un débat international sur la nécessité d'un changement des doctrines de sécurité, alors une évolution serait imaginable. Les opinions publiques peuvent avoir un rôle déterminant pour imposer de telles décisions à des élus. La société civile a su imposer des remises en cause de certains types d'armes comme les mines antipersonnel. Pour les armes nucléaires, la conscience du danger imminent n'est pas clairement perçue. Qui réalise que notre planète peut disparaître par erreur dans 30 minutes ? C'est la grande difficulté présente pour qu'un débat puisse opérer une réelle remise en cause.

SOMMAIRE -----

❑ dossier 1 : Le monde occidental est-il menacé ?

- ◆ Nils Andersson, essayiste
- ◆ Élisabeth Gauthier, directrice d'Espaces Marx
- ◆ Jacques Le Dauphin, directeur de l'IDRP
- ◆ Paul Sindic, chercheur



❑ dossier 2 : L'abolition de l'arme nucléaire : réaliste ou pas ?

- ◆ Dr Abraham Behar, Président de l'AMFPGN
- ◆ François Géré, Président de l'Institut français d'analyse stratégique
- ◆ Dominique Lalanne, physicien.

Nouvelles brèves :

○ le prochain numéro des Cahiers de l'IDRP paraîtra en septembre. Il comportera un dossier sur le thème « le Mouvement des Non-alignés a-t-il encore un avenir dans le contexte international actuel ? » et un second sur « Comment apprécier aujourd'hui le concept de dissuasion ? ».

○

*Les Cahiers de l'IDRP - Publication trimestrielle de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix -
Directeur de publication : Jacques Le Dauphin - C.P.P : en cours
Prix au numéro : 5 € - Abonnement annuel (4 n°) : 16 €*

IDRP - 4 place des Bouleaux - 94200 Ivry sur Seine – <http://www.institutidrp.org> - contact : 06 65 22 20 83